



Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette

211 avenue Jean-Jaurès 75935 Paris cedex 19

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public de Fournitures

**FESTIVAL DE CINEMA EN PLEIN AIR : LOCATION D'UN ECRAN DE DIFFUSION EN TECHNOLOGIE LED,
INCLUANT PROCESSEUR DES DALLES**

Marché n° 2025MDTS00074

Procédure adaptée passée en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique.

Date de notification du Marché :
(Partie réservée au Pouvoir Adjudicateur)

ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS

Dans le Marché, sauf stipulations contraires, les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est donnée par le présent article :

Date de Réception des fournitures	Désigne la(les) date(s) de réception effective(s), partielles ou totale, par le Pouvoir Adjudicateur des fournitures.
Date d'Entrée en Vigueur du Marché	Désigne la date de notification du Marché.
Maître d'Ouvrage	Désigne le Pouvoir Adjudicateur.
Marché	Désigne le Marché objet des présentes.
Membre	Le cas échéant, désigne, individuellement, chaque membre du groupement présenté dans l'Acte d'Engagement.
Notification	Action consistant à porter une information, un échange, ou une décision, à la connaissance de la(des) Partie(s) par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
Ordre de service	Désigne la décision du Pouvoir Adjudicateur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations objets du Marché. Les Ordres de service entrent en vigueur à compter de leur Notification au Titulaire.
Partie(s)	Désigne le Titulaire et/ou le Pouvoir Adjudicateur, en tant que signataires du Marché.
Pouvoir Adjudicateur	Établissement public du parc et de la grande halle de La Villette.
Tiers	Désigne toute personne autre que le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, leurs sous-traitants, fournisseurs, prestataires et préposés.
Titulaire	Opérateur économique qui conclut Le Marché avec le Pouvoir Adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Pouvoir Adjudicateur contractant

L'Établissement public du parc et de la grande halle de La Villette, établissement public national à caractère industriel et commercial, créé par le décret n° 93-96 du 25 janvier 1993, inscrit au répertoire SIRENE de l'INSEE sous le numéro 391 406 956, code APE : 9001 Z, TVA Intracommunautaire : FR 873 914 06956, dont le siège est 211 avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, représenté par son président ou son représentant ;

Ci-après dénommé le « **Pouvoir Adjudicateur** »

1.2 Titulaire du Marché

1.2.1 Représentant du Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du Marché, le Titulaire désigne au moins une personne habilitée à le représenter pour recevoir par voie électronique les actes d'exécution.

1.2.2 Forme juridique du Titulaire

En cas de groupement, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

1.2.3 Défaillance du mandataire en cas de groupement

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le Pouvoir Adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'Acte d'Engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

2.1 Présentation de l'Etablissement public du parc et de la grande halle de La Villette

L'Etablissement du Parc et de la Grande Halle de la Villette (E.P.P.G.H.V.) est un établissement public national à caractère industriel et commercial (EPIC), placé sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication. Il a pour mission d'une part d'animer, d'exploiter et de promouvoir l'ensemble du parc de la Villette, d'une envergure de 55 hectares et d'autre part de développer et diffuser des activités artistiques, pédagogiques et sociales, ouvertes sur la ville. Avec plus de 2800 représentations par an, La Villette réunit plus de 10 millions de visiteurs autour d'une programmation pluridisciplinaire mêlant spectacle vivant et grandes expositions.

2.2 Objet

Le présent Marché a pour objet la location d'un système de diffusion vidéo à base d'écrans dalles LED, incluant le processeur de diffusion en amont des dalles LED, une solution d'occultation solidaire aux dalles, variable, à l'arrière de l'écran, une assistance à l'installation et l'exploitation du système.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CTP).

2.3 Variantes, tranche optionnelles, prestations supplémentaires éventuelles

Aucune variante, tranche optionnelle ou prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue ou autorisée.

ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (ci-après « CCAP ») portent sur la passation d'un Marché public de fournitures et services au sens de l'article L1111-3 du Code de la commande publique (ci-après « CCP »).

Le Marché sera conclu selon une procédure adaptée au titre de l'article L.2123-1 du CCP.

Les prestations feront l'objet d'un prix forfaitaire, dont les précisions sont indiquées dans la Décomposition des prix globale et forfaitaire.

ARTICLE 4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent Marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11 2° du Code de la commande publique, du fait de l'absence de prestations distinctes.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Durée

Le Marché court de sa Date de notification à la fin du démontage et de la reprise des fournitures. Les modalités concernant sa durée sont stipulées à l'article 5.2 du présent CCAP.

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du présent Marché seront les suivants :

Livraison : le mardi 8 juillet 2025 à 10h sur le site de l'EPPGHV

Montage – Sécurisation – Paramétrage - Calibrage : entre le 9 juillet et le 15 juillet 2025 selon le planning défini entre le Titulaire et l'EPPGHV

Exploitation : du mercredi 16 Juillet au dimanche 10 Août 2025

Démontage et reprise : lundi 11 août 2025

Les délais d'exécution du Marché sont inscrits à titre indicatif. En effet, les dates de projection sont susceptibles d'être légèrement modifiées. En tout état de cause, les délais d'exécution des prestations, de la livraison au démontage et à la reprise sont de cinq (5) semaines.

5.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant Le Marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'Acte d'engagement et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- La Note méthodologique et ses annexes remises par le Titulaire dans le cadre de son offre.

Nota:

Seuls les originaux détenus par le Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les pièces générales énumérées ci-dessus sont contractuelles, bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du Marché.

ARTICLE 7. PRIX ET MONTANT DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Le Marché est conclu à prix forfaitaire. Les prix sont fermes.

De manière générale, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune Prestation n'est à fournir par le Pouvoir Adjudicateur.

Aucun complément de prix ne pourra être demandé à ce titre.

ARTICLE 8. AVANCE

Les conditions de l'avance sont fixées aux articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Sauf renoncement du Titulaire porté à l'Acte d'engagement, une avance sera accordée au Titulaire si le montant de l'Accord-cadre est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Son montant n'est ni révisable ni actualisable.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant de l'Accord-cadre si la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R. 2191-7 du CCP, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le Titulaire de l'Accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50 % du montant de l'accord-cadre et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'Accord-cadre.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

ARTICLE 9. CESSION ET NANTISSEMENT

9.1 Cession et nantissement

Les créances nées de l'exécution du Marché passé peuvent faire l'objet d'une cession ou nantissement en application des articles R2191-45 et R2191-63 du CCP. La notification prévue aux articles R2191-54 à R2191-57 et R.2191-45 du code devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après.

9.2 Comptable assignataire

L'Agent Comptable de l'Etablissement public du parc et de la grande halle de La Villette
211 avenue Jean-Jaurès
75019 PARIS

ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Lieu de livraison

Les prestations seront livrées et exécutées à l'adresse suivante :
EPPGHV
11 rue Edgar Varèse
75019 Paris

La livraison doit être conforme à l'article 21 du CCAG-FCS.

10.2 Conditions de transport

Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-FCS. En effet, la qualité de l'emballage doit être appropriée aux conditions et modalités de transport.

ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Choix du matériel

Le Titulaire sera tenu pour responsable en cas de mauvaise adéquation des différents matériels qu'il fournit.

11.2 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS.

11.3 Décision après vérification

Réception

L'admission des Prestations relatives à la livraison des fournitures sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG FCS.

Ajournement

L'EPPGHV lorsqu'il estime que des Prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner leur admission par une décision motivée.

La décision définitive sera notifiée au Titulaire, l'invitant à présenter à nouveau au Pouvoir Adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai qui lui sera prescrit, à défaut dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'expiration du délai de réponse laissé au titulaire tel que mentionné ci-dessus.

Réfaction

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que des Prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du Marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il pourra unilatéralement décider du principe d'une réfaction et du taux de cette réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il informera le Titulaire de son intention de procéder à cette réfaction et du taux qu'il entend retenir l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 7 jours à compter de la réception par le Titulaire de ladite information.

La décision définitive sera motivée et notifiée au Titulaire.

Rejet

Lorsque l'EPPGHV estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du Marché, il en prononce le rejet partiel ou total.

En l'absence d'observations présentées par le Titulaire dans le délai qui lui a été imparti, la décision de l'EPPGHV sera automatiquement confirmée.

ARTICLE 12. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Périodicité de facturation

Le règlement des prestations sera effectué selon les modalités suivantes :

- 50% du montant forfaitaire à l'issue des deux premiers jours d'exploitation, après livraison et acceptation des matériels
- 50% du montant forfaitaire à l'issue du démontage et de la reprise des matériels.

12.2. Modalités et adresse de facturation

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures selon les modalités suivantes

- par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO
(https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/) ;

Les identifiants de l'EPPGHV sur la plateforme CHORUS PRO sont les suivants :

Code SIRET : 391 406 956 00014

Code service : DTS

Numéro d'engagement : non demandé par l'EPPGHV

12.3 Délai global de paiement

Le Pouvoir Adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés règlementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € HT. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au

premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

12.4 Paiement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres Prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent document.

L'EPPGHV se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires mentionnés à l'annexe 1 de l'Acte d'engagement.

12.5 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du Marché public sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans Le Marché public, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

12.6 Contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seule habilité à présenter l'ensemble des factures à l'EPPGHV.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du CCP, notamment les indications suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante: EPPGHV- 211 Avenue Jean Jaurès 75019 Paris;
- la raison sociale, l'enseigne, le n° SIRET, le n° de TVA intra-communautaire et l'adresse du Titulaire
- le numéro du compte bancaire du titulaire tel qu'il est précisé dans le RIB annexé à l'acte d'engagement ;
- les références (n° et date) du Marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations effectuées ;
- le montant H.T. détaillé des prestations et les quantités ;
- le taux de TVA en vigueur et son montant ;
- le montant total TTC des prestations ;
- la date et le n° de la facture.

ARTICLE 13. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Les dispositions suivantes s'appliquent à tout l'article :

- D'une manière générale, outre le fait que les Prestations non fournies ne seront pas payées, les pénalités définies ci-dessous seront appliquées par le Pouvoir Adjudicateur, dès constat du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles et ce sans mise en demeure préalable. L'application de pénalités peut être notifiée par courriel ou par courrier au Titulaire et devra être pris en compte par le Titulaire dès la facturation suivante (avoir sur la prestation concernée).
- Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité. Par défaut, et sauf indication contraire, toutes les durées exprimées dans l'expression des pénalités sont calendaires, c'est-à-dire sans notion d'heures ou jours ouvrés, ouvrables, etc. (autrement dit : les heures de nuit, les samedis, les dimanches, les jours fériés ou chômés comptent pour le calcul des pénalités).
- Les pénalités sont cumulables pour des manquements distincts. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.
- Les pénalités ne sont pas libératoires, c'est-à-dire que l'application d'une pénalité ne dispense pas le Titulaire de réaliser la prestation visée.

- Les pénalités sont exprimées en euros hors taxes (€HT).
- Le montant des pénalités n'est pas révisé sur la durée du Marché
- Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du Titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies. Les pénalités seront alors appliquées à titre conservatoire.
- Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalités n'est prévue.

Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au Titulaire, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, selon les dispositions de l'article 14.1 du CCAG FCS.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard

Pénalité pour non remise de documents contractuels ou demandés dans le cadre de l'exécution du Marché

En cas de non remise des documents demandés par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire encourt une pénalité de 75 € HT par document et par jour calendaire de retard.

Pénalité en cas de non-respect du délai d'intervention en cas de panne

Si un délai de plus de 24 heures s'écoule en cas de panne sur l'installation avant l'intervention pour réparation, le Titulaire encourt une pénalité de 200 € HT par heure de retard.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du Marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant toute taxe comprise du Marché ?

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

ARTICLE 14. SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire souhaite recourir aux services d'un sous-traitant pour exécuter les prestations du Marché, il doit obtenir l'acceptation de l'EPPGHV et l'agrément des conditions de paiement. En outre, aucune sous-traitance totale des prestations n'est admise.

Lorsque le montant des Prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par l'EPPGHV.

Le cas échéant, le titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article [D.8254-1](#) du Code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 15. ASSURANCES

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution, ou de la non-exécution, des prestations qui constituent l'objet du Marché.

Pour ce faire, le Titulaire produit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du Marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le Titulaire s'engage à en informer le Pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

ARTICLE 16. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent Marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification du Marché, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent Marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 17. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT / DEVELOPPEMENT DURABLE

Les échanges entre l'EPPGHV et le Titulaire se font, dans la mesure du possible, par voie électronique afin de réduire la consommation de papier. Le Titulaire s'engage à veiller, au travers d'actions quotidiennes, au respect de l'environnement notamment par la dématérialisation des rapports et des supports utilisés.

Il s'engage par ailleurs à prendre en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

ARTICLE 18. CLAUSES DE REEXAMEN

18.1 Cas ouvrant droit à la modification

Conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux articles L2194-1 et R2194-1 à 2194-10 du CCP, pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Marché, imprévisibles au moment de sa passation, ainsi que des événements extérieurs aux Parties, les modalités d'exécution du Marché pourront être modifiées, dans les conditions visées dans le présent CCAP, et dans les cas suivants :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire unique pourra proposer au Pouvoir Adjudicateur la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'EPPGHV vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

Modifications en cas de fournitures inadaptées

Dans l'hypothèse où certaines fournitures définies dans le Marché ne correspondent finalement pas au besoin de l'EPPGHV, notamment car elles s'avèrent inadaptées, inutilisables, avec un mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle constatées etc. l'EPPGHV se réserve la possibilité de demander au Titulaire de lui proposer d'autres modèles, répondant au même besoin que celui fixé initialement et à un prix similaire.

18.2 Modalités de modification

La modification du Marché donne lieu au respect de la procédure suivante :

1. Une demande de modification est formulée à l'initiative :
 - soit du Pouvoir Adjudicateur ;
 - soit du Titulaire, sur production de pièces justificatives claires et détaillées. Une demande de modification non-justifiée ne fera lieu à aucune procédure de modification de la part du Pouvoir Adjudicateur.
2. La transmission de cette demande donne lieu à un échange écrit ou à une rencontre entre les Parties afin de détailler les caractéristiques de la modification souhaitées, et, en cas de modification à la demande du Titulaire, d'en vérifier le bien-fondé.
3. Si la modification est acceptée par le Pouvoir Adjudicateur, les Parties l'entérineront par la signature d'un avenant.

ARTICLE 19. EGALITE - DIVERSITE

Le titulaire du marché public devra se conformer aux exigences de la loi du 24 août 2021, confortant le respect des principes de la République dont notamment son article 1er.

Par ailleurs, l'EPPGHV, engagé dans une démarche d'obtention du label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

L'EPPGHV s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, l'EPPGHV s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le Ministère de la Culture et de la Communication et fourni en Annexe 1 du Règlement de la consultation. Le questionnaire renseigné est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours suivant la date de notification du présent marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification du présent marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare la situation décrite à celle présentée initialement. Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

ARTICLE 20. RESILIATION

Le Marché pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur résilie Le Marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial HT, un pourcentage égal à 5 %, diminué des prestations admises.

Résiliation pour faute du titulaire

Le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier Le Marché selon les dispositions du CCAG FCS. L'EPPGHV se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

ARTICLE 21. DEROGATIONS

Liste des dérogations aux CCAG-FCS :

CCAP	CCAG-FCS
11.3	30.3
13	14